

Règlement de cimetière

Le Maire de la ville de MARLES-LES-MINES ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code des Communes ;

Vu le Code Civil ;

Vu le Code Pénal ;

ARRETE

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : *Désignation des cimetières*

Les cimetières suivants sont affectés aux inhumations dans l'étendue du territoire de la Ville de MARLES-LES-MINES.

1° Cimetière Ville

2° Cimetière Nord

Article 2 : *Destination*

La sépulture des cimetières communaux est due :

- 1) aux personnes décédées sur le territoire de la commune.
- 2) aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées.
- 3) aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille située dans un ou des cimetières communaux(visés à l'article 1er, quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès.

Article 3 : *Affectation des terrains*

Les terrains des cimetières comprennent :

- 1) les terrains communs affectés à la sépulture des personnes décédées pour lesquelles il n'a pas été demandé de concession ;
- 2) les concessions pour fondation et sépultures privées.

Article 4 : *Choix du cimetière et de l'emplacement*

Les personnes ayant qualité pour obtenir une concession dans les cimetières de la ville pourront choisir le cimetière. Toutefois, ce choix :

- sera fonction de la disponibilité des terrains ;
- l'inhumation effectuée, faute d'emplacement disponible, dans un cimetière autre que celui choisi par la famille n'ouvre droit à exhumation pour transport dans le cimetière choisi qu'aux conditions prévues aux articles ci-après ;
- dans le cas d'acquisition de concession, soit en terrain vierge, soit sur des emplacements libérés par suite de non-renouvellement, le choix de l'emplacement de la concession, de son orientation, de son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire.

AMENAGEMENT GENERAL DES CIMETIERES

Article 5 :

Les cimetières sont divisés en parcelles affectées chacune à un mode d'inhumation.

Article 6 :

Les emplacements réservés aux sépultures seront désignés par l'administration municipale (service d'Etat-Civil, agents affectés aux cimetières).

Article 7 :

Pour la localisation des sépultures, il est nécessaire de définir :

- 1) la division
- 2) la rangée
- 3) le numéro du plan

Article 8 :

Des registres et des fichiers sont tenus par l'administration municipale mentionnant pour chaque sépulture, les nom, prénoms et domicile du décédé, la division, la rangée, le numéro de la fosse, la date du décès et éventuellement la date, la durée et le numéro de la concession, ainsi que le numéro et l'indicatif de la plaque et tous les renseignements concernant le genre de concession et d'inhumation.

Si la concession a été prévue pour recevoir plusieurs corps, le nombre de places occupées et de places disponibles sera également noté sur le registre après chaque inhumation, ainsi que le mouvement des opérations funéraires exécutées dans les concessions au cours de leur durée.

<u>MESURES D'ORDRE INTERIEUR ET DE SURVEILLANCE</u> <u>DES CIMETIERES</u>
--

Article 9 :

Les portes des cimetières seront ouvertes au public :

- du 1er octobre au 28 Février: de 9 heures à 17 heures ;
- du 1er Mars au 30 septembre : de 8 heures à 19 heures ;
- les 31 Octobre et 01, 02 Novembre : de 8 heures à 18 heures.

Les renseignements au public se donneront aux heures d'ouverture indiquées à l'article 9

Le son d'un avertisseur sonore annoncera, un quart d'heure à l'avance, la fermeture. Dès cet avertissement, il est expressément interdit de pénétrer dans les cimetières.

Article 10 :

L'entrée des cimetières sera interdite aux gens ivres, aux marchands ambulants, aux enfants au-dessous de 10 ans qui se présenteraient seuls, aux visiteurs accompagnés par des chiens ou autres animaux domestiques même tenus en laisse, enfin à toute personne qui ne serait pas vêtue décemment.

Les pères, mères, tuteurs, maîtres et instituteurs encourront à l'égard de leurs enfants, pupilles, ouvriers et élèves la responsabilité prévue au Code Civil.

Les cris, les chants, les conversations bruyantes, les disputes sont interdits à l'intérieur des cimetières.

Les personnes admises dans les cimetières ainsi que les ouvriers y travaillant qui ne s'y comporteraient pas avec toute la décence et le respect dus à la mémoire des morts ou qui enfreindraient n'importe quel des dispositions du règlement seront expulsés par le personnel sans préjudice des poursuites de droit.

Article 11 :

Il est expressément interdit :

1° d'apporter des affiches, tableaux ou autres signes d'annonces sur les murs extérieurs et intérieurs des cimetières ainsi qu'à l'intérieur des cimetières ;

2° d'escalader les murs de clôture, les grilles des sépultures, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher des fleurs, plantes sur les tombeaux d'autrui, d'endommager d'une manière quelconque des sépultures ;

3° de déposer des ordures dans quelques parties des cimetières autres que celles réservées à cet usage et indiquées par des panneaux ;

4° d'y jouer, boire et manger ;

5° de photographier les monuments sans l'autorisation de l'administration municipale.

Article 12 :

Nul ne pourra faire dans l'intérieur des cimetières , aux visiteurs et aux personnes suivant les convois, une offre de service ou remise de cartes ou adresses ni stationner soit aux portes d'entrées des cimetières, soit aux abords des sépultures ou dans les allées.

Article 13 :

L'administration municipale ne pourra jamais être rendue responsable des vols qui seraient commis au préjudice des familles.

Article 14 :

Toute personne venant au cimetière munie d'un panier, un cabas, un sac ou tout autre récipient ne contenant pas d'objets ou de plantes destinés à l'entretien ou à l'ornementation des tombes, devra le déposer au bureau de renseignements.

L'agent de service le gardera sans rétribution et le remettra à la sortie.

Quiconque soupçonné d'emporter un ou plusieurs objets provenant d'une sépulture, sans autorisation régulière délivrée par le service des cimetières, sera invité à entrer au bureau des renseignements pour vérification des faits. Le délinquant sera immédiatement traduit devant l'autorité compétente.

Article 15 :

La circulation de tous véhicules (des automobiles, remorques, motocyclettes, bicyclettes...) est rigoureusement interdite dans le ou les cimetières de la ville à l'exception :

- des fourgons funéraires;**
- des voitures de service et des véhicules employés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport des matériaux ;**
- des véhicules des personnes ayant fourni un certificat médical précisant leur difficulté à se déplacer, étant précisé qu'elles devront être munies d'une autorisation municipale renouvelable, sur demande, tous les ans.**

Cette disposition est autorisée uniquement les Samedi aux horaires stipulés à l'article 9.(cette autorisation sera apposée au pare-brise du véhicule).

Les véhicules admis dans les cimetières ne pourront circuler qu'à l'allure de l'homme au pas.

Lors d'une inhumation, les personnes handicapées seront autorisées à suivre le convoi en véhicule à l'intérieur du cimetière.

En cas d'opposition de la part des contrevenants, avis immédiat sera donné à la police qui prendra à leur égard les mesures qui conviendront.

L'administration municipale pourra, en cas de nécessité motivée par le nombre exceptionnel des visiteurs, interdire temporairement la circulation des véhicules dans les cimetières.

Article 16 :

Les allées seront constamment laissées libres, les voitures ou chariots admis dans les cimetières ne pourront y stationner sans nécessité. Ils y entreront par les portes désignées le cas échéant par l'administration municipale. Tous les véhicules devront toujours se ranger et s'arrêter pour laisser passer les convois.

CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS

Article 17 :

Aucune inhumation ne peut avoir lieu sans une autorisation du Maire délivrée sur un papier libre et sans frais. Celle-ci mentionnera d'une manière précise l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès, ainsi que le jour et l'heure auxquels devra avoir lieu son inhumation.

Toute personne qui, sans cette autorisation, ferait procéder à une inhumation serait passible des peines portées au Code Pénal.

Article 18 :

Aucune inhumation, sauf le cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut-être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.

L'inhumation avant le délai légal devra être prescrite par le médecin de l'Etat Civil, la mention inhumation d'urgence sera portée sur le permis d'inhumer par le Maire.

Article 19 :

L'administration municipale devra, à l'entrée du convoi, exiger le permis d'inhumer.

Article 20 :

Lorsque l'inhumation doit avoir lieu dans un caveau, l'ouverture des caveaux sera effectuée six heures au moins avant l'inhumation, afin que si quelque travail de maçonnerie ou autre analogue était jugé nécessaire, il puisse être exécuté en temps utile par les soins de la famille.

<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX INHUMATIONS DANS LES SEPULTURES EN TERRAIN ORDINAIRE OU TERRAIN COMMUN</p>

Article 21 :

Dans la partie du ou des cimetières affectée aux sépultures communes, chaque inhumation aura lieu dans une fosse séparée, distante des autres fosses de 30 cm au moins.

Toutefois, en cas de calamité, de catastrophe ou de tout autre événement qui entraînerait un nombre anormalement élevé de décès, les inhumations auront lieu en tranchées pendant une période déterminée.

Article 22 :

Un terrain de 2 m de longueur et de 1 m de largeur sera affecté à chaque corps d'adulte. Les fosses ouvertes sur les dimensions suivantes : longueur 2 m, largeur 0,80.

Leur profondeur sera uniformément de 1,50 m au-dessous du sol environnant et, en cas de pente du terrain, du point situé le plus bas.

Article 23 :

Un terrain de 1,20 m de longueur et de 0,50 m de largeur pourra être affecté à l'inhumation des enfants n'ayant pas atteint l'âge de 10 ans. Les enfants de plus de 10 ans sont considérés comme adultes et inhumés dans les conditions de droit commun.

Article 24 :

Les inhumations auront lieu les unes à la suite des autres sans qu'on puisse laisser des emplacements libres vides.

Les inhumations en tranchées qui seraient prescrites en raison des circonstances exceptionnelles prévues par le présent arrêté seront effectuées dans des emplacements spéciaux.

Les tranchées auront une profondeur de 1,50 m et les cercueils seront espacés de 20 cm.

Article 25 :

L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite dans le terrain commun, exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier.

Article 26 :

Les tombes en terrain commun pourront être engazonnées ou recevoir une pierre sépulture.

Article 27 :

Aucun signe funéraire ne pourra être placé sur une tombe sans qu'au préalable l'alignement ait été donné par l'administration municipale.

Article 28 :

A l'expiration du délai prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

Notification sera faite au préalable par les soins de l'administration municipale auprès des familles des personnes inhumées.

La décision de reprise sera publiée, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et portée à la connaissance du public par voie d'affiche.

Article 29 :

Les familles devront faire enlever, dans un délai de trois mois, à compter de la date de publication de la décision de reprise, les signes funéraires, monuments qu'elles auraient placés sur les sépultures qui les intéressent.

Article 30 :

A l'expiration du délai prescrit par le présent arrêté, l'administration municipale procédera d'office au démontage et au déplacement des signes funéraires, monuments qui n'auraient pas été enlevés par les familles.

Les monuments seront transférés dans un dépôt et l'administration municipale prendra immédiatement possession du terrain.

Article 31 :

Au cours de la période expirant un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise, les familles pourront retirer au dépôt les objets leur appartenant.

Article 32 :

L'administration municipale prendra définitivement possession des matériaux non réclamés un an et un jour après la date de publication de la décision de reprise.

Article 33 :

Les signes funéraires, monuments et plus généralement tous les objets et matériaux non réclamés deviendront irrévocablement propriété de la ville qui décidera de leur utilisation.

Article 34 :

Il pourra être procédé à l'exhumation des corps, soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par parcelles ou rangées d'inhumations.

Dans tous les cas, les restes mortels qui seraient trouvés dans la ou les tombes seront réunis avec soin pour être réinhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage.
Les débris de cercueils seront incinérés.

<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONCESSIONS</p>
--

Article 35 : Acquisition

Les familles désirant obtenir une concession funéraire dans un cimetière devront s'adresser à l'administration municipale, elles pourront mandater une entreprise, publique ou privée, de pompes funèbres qui l'effectuera pour leur compte les formalités nécessaires.

Article 36 : Droits de concession

Dès la signature du contrat, le concessionnaire devra acquitter les droits de concession au tarif en vigueur le jour de la signature.
Ces tarifs sont fixés par délibération du Conseil Municipal.
Le montant de ces droits est réparti entre la ville pour les deux-tiers et le Centre Communal d'Action Sociale pour un tiers.

Article 37 : Droits et obligations des concessionnaires

1) Le contrat de concession ne constitue pas un acte de vente et n'emporte pas droit de propriété, mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative.

Il en résulte qu'il ne peut y avoir qu'un seul acquéreur par concession.

2) Une concession ne peut être transmise que par voie de succession ou de donation entre parents ou alliés, à l'exclusion de toute cession à des tiers par vente ou toute autre espèce de transaction. En pareil cas, l'opération serait nulle et sans effet.

Une concession ne peut être rétrocédée à la ville que dans les conditions prévues au présent arrêté.

3) Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation. Peuvent être inhumés dans une concession le concessionnaire, ses ascendants ou descendants, ses alliés.

Le concessionnaire aura cependant, le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection et de reconnaissance.

4) Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement. En particulier, lorsque la concession est assortie d'un droit de construction de caveau, le concessionnaire, lors de la signature du contrat, s'engagera à terminer la construction dudit caveau dans un délai de 1 an et y faire transférer dans les 3 mois suivant l'expiration de ce délai le ou les corps qui auraient été inhumés provisoirement au dépositaire ou dans les cases provisoires.

5) Le concessionnaire ne peut accéder à sa concession qu'aux heures d'ouverture des cimetières au public et en se conformant aux règles de police contenues dans le présent règlement.

Article 38 : Bornage des concessions

Tout concessionnaire doit dans un délai de 15 jours à dater du jour de la passation de l'acte, borner le terrain qui lui a été concédé.

Les bornes devront indiquer la catégorie et le numéro de la concession et être conformes aux dimensions minima ci-après :

hauteur : 50 cm largeur : 25 cm épaisseur : 5 cm

De plus, la borne devra être solidement maintenue dans le sol jusqu'à sa mi-hauteur.

La pose de la borne soit par le concessionnaire, soit par son entrepreneur, devra obligatoirement s'effectuer en présence des agents de salubrité responsables.

L'administration municipale ne pourra jamais être rendue responsable des erreurs provenant du non-bornage des concessions, passé le délai prescrit par le présent arrêté

Article 39 : *Type de concessions*

Les différents types de concessions du ou des cimetières sont les suivants :

- concessions temporaires de 15 ans
- concessions temporaires de 30 ans
- concessions de cases de columbarium, d'une durée de, 30 ans.

Article 40 : *Choix de l'emplacement*

Les concessions en terrain neuf, quelle que soit leur durée, sont établies dans les cimetières au seul choix de l'administration municipale, en fonction des besoins, des possibilités offertes par le terrain et des nécessités et contraintes de circulation et de service. Les places sont concédées en continuité dans une ligne jusqu'à ce que celle-ci soit complète.

Le concessionnaire ne peut choisir ni l'emplacement, ni l'orientation de sa concession. Il doit, en outre, respecter les consignes d'alignement qui lui sont données.

Article 41 : *Renouvellement des concessions temporaires*

Les concessions temporaires sont renouvelables à expiration de chaque période de validité.

Le concessionnaire ou ses héritiers pourront encore user de leur droit à renouvellement, à compter de la date d'expiration, pendant une période de 2 ans.

Passé ce délai, ou à défaut de paiement de la nouvelle redevance à l'expiration de ce délai, la concession fait retour à la ville, qui peut procéder aussitôt à un autre contrat.

Par ailleurs, le renouvellement est entraîné obligatoirement par une inhumation dans la concession dans les cinq dernières années de sa durée. Le renouvellement prendra effet à la date d'expiration de la période précédente.

L'administration municipale se réserve de faire opposition au renouvellement d'une concession temporaire pour des motifs de sécurité, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration des cimetières. En ce cas, un emplacement de substitution sera désigné, les frais de transfert étant pris en charge par la ville.

Article 42 : Rétrocession

Le concessionnaire pourra être admis à rétrocéder à la ville une concession avant échéance de renouvellement, aux conditions suivantes :

1) la rétrocession doit être motivée par l'acquisition d'une concession de plus longue durée ou par un transfert de corps dans une autre commune.

Toutefois, le concessionnaire initial, et lui seul, sera admis à rétrocéder une concession pour une autre de moindre durée.

2) le terrain, caveau ou case, devra être restitué libre de tout corps.

3) le terrain devra être restitué libre de tout caveau ou monument. Néanmoins, lorsque la concession comporte un caveau ou un monument, l'administration municipale se réserve d'autoriser le concessionnaire à rechercher un acquéreur et de substituer ce dernier à celui faisant acte de rétrocession.

4) le prix de rétrocession est limité aux deux-tiers du prix d'achat, le troisième correspondant à la recette de la vente des concessions à destination du Centre Communal d'Action Sociale ne pouvant faire l'objet de remboursement. En ce qui concerne les concessions temporaires, le remboursement est calculé au prorata de la période restant à courir jusqu'à la date d'échéance du contrat.

5) la condition mentionnée au 1er alinéa du présent article est sans objet concernant les cases de columbarium.

CAVEAUX ET MONUMENTS SUR LES CONCESSIONS

Article 43 :

Toute construction de caveaux et de monuments est soumise à une autorisation de travaux par l'administration municipale.

Le dessus de la voûte des caveaux ne pourra excéder le niveau du sol.

Les murs des caveaux auront une épaisseur minimale de 0,15 m. Compte tenu de la nature géologique du sous-sol du cimetière, l'emploi de caveaux autonomes peut être rendu obligatoire par décision du maire pour le rendre apte à la fonction de cimetière.

Article 44 :

La voûte des caveaux sera engazonnée et pourra être recouverte soit d'une pierre tombale qui ne pourra présenter une saillie de plus de 30 cm par rapport au niveau du sol soit d'une stèle.

La pierre tombale devra avoir une dimension de :
1,40 m x 0,70 m pour les caveaux 3 places.

Les stèles devront s'inscrire dans un volume maximal de base de 0,60 m X 0,30 m X 1 m.

Les pierres tombales et stèles seront obligatoirement réalisées en matériaux naturels de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en matériaux inaltérables et éventuellement béton moulé.

Article 45 :

Les concessionnaires devront soumettre à l'administration municipale leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent règlement.

Article 46 :

En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

Article 47 :

Les concessionnaires ou leurs entrepreneurs qui veulent construire un caveau ou un monument, doivent :

1) déposer au bureau de l'administration municipale un ordre d'exécution signé par le concessionnaire ou son ayant-droit et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter ;

2) demander l'alignement et la délimitation de l'emplacement à l'administration municipale ;

3) solliciter une autorisation indiquant la nature et les dimensions des ouvrages.

<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CAVEAUX ET MONUMENTS</p>

Article 48 :

L'administration municipale surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines, mais elle n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux, et les dommages causés aux tiers qui pourront en poursuivre la répartition conformément aux règles du droit commun.

Dans tous les cas, les concessionnaires ou constructeurs devront se conformer aux indications qui leur seront données par les agents de l'administration municipale même postérieurement à l'exécution des travaux.

Dans le cas où malgré indications et injonctions, notamment en ce qui concerne les normes techniques qui lui seront données, le constructeur ne respecterait pas la superficie concédée et les normes imposées, l'administration municipale pourra faire suspendre immédiatement les travaux.

Ces derniers ne pourront être continués que lorsque le terrain usurpé aura été restitué. Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par l'administration municipale, aux frais du contrevenant.

Article 49 :

Les fouilles faites pour la construction des caveaux et monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des constructeurs, être entourées de barrières ou défendues au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger.

Les travaux seront exécutés de manière à ne compromettre en rien la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

Article 50 :

Aucun dépôt même momentané de terres, matériaux, revêtements et autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines, et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Les travaux de construction des caveaux devront être achevés au plus tard six mois après attribution de la concession.

Article 51 :

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux, de déplacer ou d'enlever des signes funéraires existants aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et sans l'agrément de l'administration municipale.

Article 52 :

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés au fur et à mesure des besoins.

Les gravois, pierres devront être recueillis et enlevés avec soin au fur et à mesure qu'ils se produiront, de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant la construction.

Les terres excédentaires pourront être stockées par les soins des entrepreneurs sur un lieu du cimetière désigné par l'administration municipale lorsque celle-ci en fera la demande.

Après l'achèvement des travaux, dont l'administration municipale devra être avisé, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations par eux commises aux allées ou plantations.

En cas de défaillance des entreprises et après sommation, les travaux de remise en état seront effectués par l'administration municipale aux frais des entrepreneurs sommés.

Article 53 :

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des ouvrages et caveaux sont interdits dans l'intérieur des cimetières.

Article 54 :

Les terrains ayant fait l'objet de concession seront entretenus par les concessionnaires en bon état de propreté, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité. Faute par les concessionnaires de satisfaire à ces obligations, l'administration municipale y pourvoira d'office et à leurs frais.

Les plantations ne pourront être faites et se développer que dans les limites du terrain concédé. Elles devront toujours être disposées de manière à ne pas gêner la surveillance et le passage, elles devront être élaguées dans ce but et, si besoin est, abattues à la première mise en demeure.

Dans le cas où il ne serait pas déféré à cette mise en demeure dans un délai de huit jours, le travail sera exécuté d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants-droit.

En raison des dégâts causés aux sépultures voisines, la plantation de tout arbre, même un if, est interdite sur le terrain concédé. Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique ou pour les sépultures voisines, un procès-verbal sera établi par l'administration municipale et une mise en demeure de faire exécuter les travaux indispensables sera transmise au concessionnaire ou à ses ayants-droit.

En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office, à la demande de l'administration municipale et aux frais du concessionnaire ou des ayants-droit.

L'administration municipale pourra enlever les fleurs coupées déposées sur les tombes lorsque leur état nuira à l'hygiène, la salubrité et le bon ordre.

OBLIGATIONS PARTICULIERES AUX ENTREPRENEURS

Article 55 : *Autorisation de travaux*

Pour obtenir l'autorisation d'effectuer des travaux dans les cimetières, l'entrepreneur devra se présenter au bureau de l'administration municipale, porteur de la demande d'autorisation dûment signée par le concessionnaire ou ses ayants-droit et par lui-même, ou muni d'un pouvoir signé du concessionnaire ou d'un ayant-droit, la vérification du lien de parenté restant à la charge de l'administration municipale.

Article 56 : *Plan de travaux : indications*

L'entrepreneur devra soumettre à l'administration municipale un plan détaillé à l'échelle des travaux à effectuer, indiquant :

- les dimensions exactes de l'ouvrage ;
- les matériaux utilisés ;

- la durée prévue des travaux.

Cette durée sera limitée à six jours, à compter du début constaté des travaux, pour une concession simple, sauf demande de suspension reçue et acceptée par l'administration municipale.

Au-delà, il sera perçu une pénalité de retard correspondant aux droits d'occupation de caveau d'attente (droit d'entrée + droits journaliers).

Le contrevenant ne sera autorisé à pénétrer dans les cimetières qu'après acquittement des pénalités de retard.

Pour les travaux de rénovation, l'entrepreneur fournira un descriptif comportant les mêmes indications.

Dans tous les cas, les entrepreneurs devront faire connaître le prix envisagé des travaux, à la demande de l'administration municipale.

Article 57 : Références

Les monuments posés sur les sépultures devront porter, gravées sur le socle, les indications suivantes :

- nom ou raison sociale de l'entreprise ;
- numéro d'enregistrement de l'acte de concession ;
- année de réalisation.

Article 58 : Déroulement des travaux Contrôles

Les travaux ne pourront être entrepris que lorsque l'autorisation délivrée par l'administration municipale sera en possession de l'entrepreneur. Celui-ci la remettra au gardien du cimetière qui décidera si les travaux peuvent commencer immédiatement ou doivent être différés.

L'administration municipale mentionnera sur un registre prévu à cet effet, la date de début des travaux et celle de leur achèvement, ainsi que la durée d'une éventuelle suspension de ces travaux.

En outre, la fin des travaux constatée sera consigné sur l'autorisation de travaux pour contrôle de conformité.

Article 59 : Périodes

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits aux périodes suivantes :

- samedis, dimanches et jours fériés ;
- fêtes de Toussaint (sept jours francs précédant le jour de la Toussaint et trois jours francs suivant compris) ;
- autre manifestation (durée précisée par l'administration municipale).

Article 60 : *Dépassement limites*

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement donnés par le représentant de l'administration municipale.

En cas de dépassement de ces limites et usurpations au-dessus ou au-dessous du sol, les travaux seront immédiatement suspendus et la démolition devra être immédiatement exécutée. Elle sera au besoin requise par voies de droit ou effectuée par les Services Municipaux aux frais de l'entrepreneur, avec perception des pénalités de retard.

Article 61 : *Etagères*

Des étagères peuvent être édifiées dans les caveaux pour servir de supports aux cercueils. Une autorisation de travaux est nécessaire. Le concessionnaire ou l'entrepreneur devra se conformer aux prescriptions techniques données par le représentant de l'administration municipale, pour l'implantation et les dimensions des étagères.

Article 62 : *Autorisation de travaux*

Les autorisations de travaux délivrées pour la construction de chapelles, pour la pose de monuments, pierres tumulaires et autres signes funéraires, sont données à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers.

Les concessionnaires ou les constructeurs demeurent responsables de tous dommages résultant des travaux.

Les entrepreneurs demeurent responsables de la bonne exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers.

Article 63 : *Signes et objets funéraires (dimensions)*

Sous réserve de se conformer aux dispositions du présent règlement les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation.

Article 64 : *Inscriptions*

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms usuels du défunt, ses années de naissance et de décès.

Toute autre inscription devra être préalablement soumise à l'administration municipale.

Article 65 : *Constructions gênantes*

Toute construction additionnelle (jardinière, bas, etc...) reconnue gênante devra être déposée à la première réquisition de l'administration municipale, laquelle se réserve le droit de faire procéder d'office à ce travail.

Article 66 : *Dalles de propreté*

Les dalles de propreté empiétant sur le domaine communal sont interdites. Si malgré ce il en était trouvé, elles seraient déplacées (mais en aucun cas remises en place) par l'administration municipale, à l'occasion d'inhumations ou exhumations.

La responsabilité de l'administration municipale ne saurait être engagée en cas de dégradation.

Article 67 : *Outils de levage*

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres.

Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, et...) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

Article 68 : *Détériorations*

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tous autres instruments, et généralement, de ne leur causer aucune détérioration.

Article 69 : Délais pour les travaux

A dater du jour du début des travaux, après contrôle et indications d'alignement, les entrepreneurs disposent d'un délai de six jours (pour une concession simple) pour achever la pose des monuments funéraires.

Article 70 : Comblement des excavations

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre (à l'exclusion de tous autres matériaux, tels que pierres, débris de maçonnerie, bois, etc...) bien foulée et damée.

Article 71 : Enlèvement de matériel

Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès l'achèvement de ceux-ci. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

Article 72 : Nettoyage

Les entrepreneurs sont tenus, après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils auront occupé, de réparer les éventuels dégâts qu'ils auraient pu mettre après les avoir fait constater par l'administration municipale.

Article 73 : Propreté

Les mortiers et béton devront être portés dans des récipients (baquets, brouettes, etc...) et ne jamais être laissés à même le sol.

De même, le gâchage qui est toléré sur place, ne sera exécuté que sur des aires provisoires (planches, tôles, etc...).

Il est interdit de déposer dans les allées, les sentiers, les entre-tombes, et sur les espaces verts ou plates-bandes des outils ou matériaux de construction.

La remise en état éventuellement rendue nécessaire des parties communales, sera exécutée à la charge de l'entrepreneur.

Article 74 : Protection des travaux

Toute excavation abandonnée non comblée en fin de journée ou en période de congés sera soigneusement recouverte afin de prévenir tout accident.

Article 75 : Enlèvement des gravats

Les terres ou débris de matériaux devront être enlevés des cimetières.

Article 76 : Dépose de monuments ou pierres tumulaires

A l'occasion de travaux ou d'inhumations, des monuments ou pierres tumulaires seront déposés en un lieu désigné par le gardien du cimetière. Sauf pour les travaux n'excédant pas deux jours, le dépôt de monument est interdit dans les allées.

Article 77 : Matériaux autorisés

Les dispositions générales du règlement municipal des cimetières s'appliquent pour les concessions du périmètre protégé.
Les dispositions particulières suivantes sont arrêtées :

- pour l'érection ou la pose des chapelles, monuments, pierres tombales, sculptures, stèles, ne seront tolérées que les roches naturelles non polies.

Article 78 : Vérification des matériaux autorisés

Le type et l'origine des matériaux utilisés seront précisés sur le plan soumis en vue de l'obtention de l'autorisation des travaux.

Article 79 : Autorisation des travaux

L'administration municipale appréciera à l'examen du plan ou du descriptif des travaux, si la réalisation prévue s'harmonise avec l'ensemble du site.

Une notification détaillée sera adressée au concessionnaire ou à l'entrepreneur, s'il s'avère nécessaire d'apporter des transformations au projet initial.

Article 80 : Concessions entretenues aux frais de la ville

La ville entretient à ses frais certaines concessions. Il ne pourra s'agir que de concessions perpétuelles. Le bénéfice de cet entretien est accordé par le Conseil Municipal.

<p>REGLES APPLICABLES AUX CAVEAUX PROVISOIRES ET AUX DEPOSITOIRES</p>
--

Article 81 :

Les dépositoires existants dans les cimetières de la ville peuvent recevoir temporairement les cercueils destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites ou qui doivent être transportés hors de la ville.

Article 82 :

Le dépôt des corps dans les dépositoires ne pourra avoir lieu que sur demande présentée par un membre de la famille ou par tout autre personne ayant qualité à cet effet et avec une autorisation délivrée par l'administration municipale.

Article 83 :

Pour être admis dans ses différents dépositoires, les cercueils contenant les corps devront, suivant les causes de décès et la durée du séjour réunir les conditions imposées par la loi.

Au cas où des émanations de gaz seraient détectées, le Maire, par mesure d'hygiène et de police, pourra prescrire l'inhumation provisoire aux frais des familles dans les terrains qui leur seraient destinés ou, à défaut, dans le terrain commun.

Article 84 :

L'enlèvement des corps placés dans ces dépositoires ne pourra être effectué que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations

Article 85 :

Tout corps déposé dans les caveaux provisoires est assujéti à un droit de séjour. Ce tarif est fixé par le Conseil Municipal. Il est tenu, au bureau des cimetières, un registre indiquant les entrées et les sorties des corps dont le dépôt aura été autorisé.

<p style="text-align: center;">REGLES DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE MUNICIPAL DES CIMETIERES</p>
--

Article 86 : Organisation du service

L'administration municipale est responsable :

- de la vente des concessions funéraires et de leur renouvellement ;
- du suivi des tarifs de vente ;
- de la perception des taxes funéraires ;
- de la tenue des archives afférentes à ces opérations ;
- de la police générale des inhumations et des cimetières ;
- de la gestion du personnel des cimetières.

Le service des Espaces Verts est responsable de l'entretien matériel, et en général des travaux portant sur les terrains, les plantations, les constructions non privatives des cimetières.

Article 87 : Fonctions du personnel attaché aux cimetières

Les agents des cimetières exercent une surveillance générale sur l'ensemble des cimetières.

Il assume la responsabilité directe de l'application du règlement en vue d'assurer les opérations funéraires dans les conditions de décence requises.

Il veille en outre au respect de la police générale des cimetières. Ils sont tenus d'assurer en général, dans les conditions de décence et de délai requises, toutes les opérations nécessaires dans le cadre des inhumations ou exhumations, à savoir :

- **creusement de fosse ou ouverture de caveau ou case de columbarium ;**

- **descente des cercueils dans les fosses ou caveaux ;**

- **en cas d'exhumation suivie de réinhumation immédiate, transfert de restes à l'ossuaire, incinération de débris de cercueils ;**

- **comblement des fosses ou fermeture de caveaux ou cases du columbarium.**

Ils doivent en outre exercer une surveillance des cimetières au cours de leurs travaux et signaler à leur supérieur toute anomalie qu'ils constatent sur des allées, monuments construits ou en construction.

Ils sont à la disposition de l'administration municipale pour tous autres travaux ponctuels qui seraient nécessaires par les opérations d'inhumation, d'exhumation ou d'hygiène publique des cimetières.

L'administration municipale est également tenue de renseigner le public.

Article 88 : *Obligations du personnel des cimetières*

Il est interdit à tous les agents municipaux appelés à travailler dans le ou des cimetières, sous peine de sanction disciplinaire et sans préjudice des poursuites de droit commun :

- **de s'immiscer directement ou indirectement dans l'entreprise, la construction ou la restauration des monuments funèbres, hors l'entretien des cimetières visé à l'article 80, ou dans le commerce de tous objets participant à l'entretien ou à l'ornementation des tombes.**

- **de s'approprier tout matériau ou objet provenant de concessions expirées ou non**

- **de solliciter des familles ou des entreprises toute gratification, pourboire, ou rétribution quelconque**

- de tenir toute conversation ou adopter toute attitude ou tenue vestimentaire susceptible de nuire à la décence des opérations funéraires ou de choquer les tiers.

Article 89 : *Registre des réclamations*

Des registres spéciaux, destinés à recevoir les réclamations et observations seront constamment tenus à la disposition des familles dans chacun des cimetières de la ville.

Toute personne a le droit d'y consigner ou faire consigner des plaintes et observations concernant tant le service des cimetières que celui des entreprises de pompes funèbres.

Pour qu'il y soit donné suite, les réclamations devront être signées lisiblement et indiquer l'adresse de leur auteur. Il ne sera pas tenu compte des plaintes anonymes.

Les réclamations devront être transmises à l'administration municipale qui se chargera de les instruire.

REGLES APPLICABLES AUX EXHUMATIONS

Article 90 : *Demande d'exhumation*

Aucune exhumation ou réinhumation, sauf celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du Maire.

L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre des cimetières, de la décence ou de la salubrité publique.

En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique. Ainsi, l'exhumation du corps autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date de décès.

La demande d'exhumation devra être formulée par le plus proche parent du défunt. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux.

Les demandes d'exhumation seront transmises à l'administration municipale qui sera chargé aux conditions ci-après, d'assurer l'exécution des opérations.

Article 91 : Exécution des opérations d'exhumation

Les dates et heures des exhumations sont fixées par l'administration municipale, en fonction des nécessités du service et en tenant compte, autant que possible, des desiderata des familles.

Ne sont acceptées le lundi que les exhumations de corps ordonnées par l'autorité judiciaire ou nécessitées par un inhumation prévue pour le même jour.

Les exhumations se dérouleront en présence des personnes ayant qualité pour y assister, sous la surveillance de l'administration municipale, et en présence du Commissaire de police ou de son représentant.

Lorsque l'exhumation est motivée par le transfert du corps dans le cimetière d'une autre commune, et en règle générale chaque fois qu'elle s'accompagne de la renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable déposé.

Cet enlèvement sera justifié par une déclaration de l'entreprise chargée du travail, cette déclaration étant contresignée de l'administration municipale et devant être produite au plus tard quarante-huit heures avant le jour prévu pour l'exhumation.

Les exhumations seront suspendues à la discrétion de l'administration municipale en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations.

Article 92 : Mesures d'hygiène

Les agents chargés de procéder aux exhumations devront utiliser les moyens mis à leur disposition (vêtements, produits de désinfection, etc...) pour effectuer les exhumations aux meilleures conditions d'hygiènes.

Les cercueils, avant d'être manipulés extraits des fosses, seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation.

Article 93 : Transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés d'un lieu à un autre d'un cimetière devra être effectué avec les moyens mis à disposition à cet effet. Les cercueils seront recouverts d'un drap mortuaire.

Article 94 : Ouverture des cercueils

Si, au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès, et seulement après autorisation de l'administration municipale. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil ou, s'il peut être réduit, dans une boîte à ossements.

Article 95 : Exhumations et réinhumations

L'exhumation des corps inhumés en terrain commun ne peut être autorisées que si la réinhumation réalisée par le service municipal, doit avoir lieu dans un terrain concédé, un caveau de famille ou dans le cimetière d'une autre commune.

Article 96 : Redevances relatives aux opérations d'exhumations et réinhumations

Les redevances municipales perçues pour les opérations d'exhumation et de réinhumation réalisées par le service municipal, sont fixées par délibération du Conseil Municipal.

Ces opérations, qui requièrent la présence d'un Commissaire de Police ou de son représentant, ouvrent droit au bénéfice de ce dernier à vacation, suivant les bases et en fonction des taux fixés par délibération du Conseil Municipal.

Article 97 : Exhumations sur requête des autorités judiciaires

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données.

Les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire n'ouvrent pas droit à vacation de police.

<p style="text-align: center;">REGLES APPLICABLES AUX OPERATIONS DE REUNION DE CORPS</p>

Article 98 :

La réunion des corps dans les caveaux ne pourra être faite, qu'après autorisation du Maire, sur la demande de la famille et sous réserve que le concessionnaire initial n'ait pas été précisé dans l'acte de concession les noms des personnes dont il autorisait l'inhumation dans la sépulture à l'exclusion de toutes autres ou sa volonté qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Article 99 :

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction des corps ne sera autorisée que 15 années après la dernière inhumation de ces corps à la condition que ce corps puisse être réduit.

Article 100 :

La réduction des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

**REGLES APPLICABLES A L'ESPACE CINERAIRE DU
CIMETIERE VILLE
(COLUMBARIUM ET JARDIN DU SOUVENIR)**

Article 101 :

Un columbarium et un jardin du souvenir sont mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes ou d'y répandre les cendres.

Article 102 :

Le columbarium est divisé en cases destinées à recevoir les urnes cinéraires. Ces cases ne peuvent être attribuées à l'avance. Elles sont concédées si il y a lieu aux familles au moment du dépôt de la demande de crémation.

Article 103 :

Le columbarium est destiné exclusivement au dépôt d'urnes cinéraires.

Il est placé sous l'autorité et la surveillance de l'administration municipale.

Article 104 :

Les cases du columbarium sont attribuées pour trente ans. Les dimensions sont les suivantes.

Article 105 :

Les cases sont prévues pour 2 places.

Article 106 :

Les urnes provenant d'autres crématoriums peuvent être déposées dans le columbarium de la commune à condition qu'un certificat de crémation, attestant de l'Etat Civil, soit produit.

Article 107 :

Les lettres qui doivent être en bronze et d'une hauteur maximum de 2,5 cm sont à la charge des familles qui s'adressent au marbrier de leur choix.

Ces plaques ne doivent comporter aucune autre inscription que celle indiquant :

- les numéros de la case, en bas à gauche de la case ;
- les nom et prénom, année de naissance et de décès des personnes dont l'urne est déposée dans la case ;
- ou simplement, la mention du nom de famille.

Article 108 :

Les urnes ne peuvent être déplacées du columbarium ou de la sépulture où elles ont été inhumées sans une autorisation spéciale de l'Administration municipale. Cette autorisation doit-être demandée par écrit.

Article 109 :

Un jardin du souvenir est prévu pour la dispersion des cendres à l'attention des personnes, qui en ont manifesté la volonté. Il est entretenu et décoré par les soins de la ville.

Les cendres sont dispersées dans le jardin du souvenir par l'administration municipale.

Article 110 :

Les cendres non réclamées par les familles dans un délai de un an et un jour sont dispersées dans le jardin du souvenir.

Article 111 :

L'attribution de la case pourra être renouvelée pour la même durée à l'expiration de la période de trente ans.

Dans le cas de non-renouvellement, la case attribuée sera reprise par la commune et les cendres contenues dans les urnes seront répandues dans le jardin du souvenir.

<p style="text-align: center;">DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES</p>
--

Article 112 :

L'administration municipale doit veiller à l'application de toutes les lois et réglementations concernant la police des cimetières et prendre toutes les dispositions nécessaires au bon ordre, à la propreté et à la bonne organisation de toutes opérations effectuées à l'intérieur des cimetières, qu'ils consigneront sur le registre prévu à cet effet.

Tout incident doit être signalé à l'Administration municipale le plus rapidement possible.

Article 113 :

Toute infraction au présent règlement sera constatée par l'administration municipale chargée de la surveillance des cimetières et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur. Sont abrogés tous règlements antérieurs.

Article 114 :

Les tarifs des concessions, des creusements de fosses et des droits d'inhumation et d'exhumation, etc... établis par le Conseil Municipal, sont tenus à la disposition des administrés, aux bureaux des cimetières, à l'hôtel de Ville (service des cimetières)

M. le Secrétaire Général de la Mairie et M. le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont des extraits seront affichés aux portes du cimetière.

Le présent règlement sera tenu à la disposition des administrés dans les lieux indiqués ci-dessus.

VILLE DE MARLES-LES-MINES

INFORMATIONS AU PUBLIC

Un nouveau règlement des cimetières est applicable depuis le *01 novembre 1998*.

En voici quelques extraits importants :

Article 9 : les portes des cimetières seront ouvertes au public

- | | |
|-------------------------------------|---------------|
| - du 01 octobre au 28 février | de 9 h à 17 h |
| - du 01 mars au 30 septembre | de 8 h à 19 h |
| - les 31 octobre, 1er et 2 novembre | de 8 h à 18 h |

Article 15 : la circulation des véhicules est autorisée aux personnes ayant fourni un certificat médical indiquant leur difficulté à se déplacer étant précisé qu'elles devront être munies d'une autorisation municipale renouvelable sur demande tous les ans. Cette disposition est autorisée uniquement les samedis aux horaires stipulés à l'article 9.

nota : toutes les autorisations antérieures au 01 novembre 1998 sont annulées. Prière de se rapprocher des services de l'Etat-civil pour obtenir une nouvelle permission.

Article 43 et 48 : tous les travaux seront soumis au visa et à l'autorisation de l'administration municipale qui n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers.

MARLES LES MINES

TARIFS AU 1^{er} Janvier 2019

DES FRAIS FUNERAIRES et DES CONCESSIONS

ACTES	Columbarium	Concessions	Frais Funéraires
Case 30 ans	1 507 €		
Terrain 2m ² 15 ans		352 €	
Terrain 2m ² 30 ans		440 €	
Taxe d'inhumation			77 €
Taxe d'exhumation suivie de réinhumation immédiate (par corps)			110 €
Taxe de dépôt au caveau d'attente : - Droit d'entrée			44 €
Droit de séjour : (par jour)			5,50 €